



la commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît le
Mardi
Jeudi
Samedi

Front Populaire et semaine d'emprunt

On veut alourdir vos chaînes BRISEZ-LES



Au moment où nous écrivons ces lignes, les banderoles publicitaires remorquées par avions dans le ciel parisien exaltent les vertus pacifistes et nationales de l'Emprunt de guerre.

... Cependant que dans le ciel politique retentissent les suprêmes appels de chefs staliniens et S.F.I.O. en vue du suprême regonflage du Front populaire.

Regonflage du Front populaire et Semaine de l'Emprunt sont deux faits étroitement liés d'une même politique de guerre, de misère et de répression.

Tout est mis en œuvre pour en élargir le caractère « démocratique ».

L'Emprunt dit de Défense Nationale, à peine lancé, est, paraît-il, virtuellement clos. Les 5 milliards demandés ont été souscrits si rapidement qu'on est fondé à croire qu'ils étaient versés avant que d'être demandés. La propagande continue cependant, et les guichets restent ouverts aux souscripteurs à l'intention desquels des « parts » démocratiques de 100 francs ont été prévues.

Le but politique de l'équipe Daladier est en effet de provoquer un véritable plébiscite par quoi se manifesterait l'attachement du peuple de France aux mitrailleuses, aux policiers, aux huissiers, aux usines et aux mines de la bourgeoisie française.

Le regonflage du Front populaire va donner en même temps aux travailleurs français l'occasion de manifester leur attachement aux institutions et aux hommes qui leur ont apporté le code de la guerre et celui du travail, la vie chère et l'abandon des 40 heures, sans parler des trains passés, présents et à venir, chargés de décrets-lois.

Ce regonflage comporte, lui aussi, comme l'Emprunt, un caractère largement démocratique. M. Thorez, dans l'Humanité, le place sous le signe de l'Unité. Que les travailleurs réalisent leur unité, et tout ira bien ! Mais quelle unité ?

Celle qui les enchaîne au char de la bourgeoisie !

Les travailleurs renforceront l'unité du Front populaire, termine Thorez, en constituant des comités de base dans les usines, les faubourgs et les villages.

Une information d'Espagne nous révèle précisément que les Comités populaires ont droit de cité dans la république de Negrin, à la condition de ne pas être des organes populaires de discussion, de décision et d'action, mais de rester passivement des instruments d'exécution aux ordres du pouvoir central.

Et le Front populaire, ainsi reconstitué et gonflé à bloc, manifesterà sa résurrection

par un défilé monstre au 14 juillet 1938, où les masses et leurs chefs trahissent jureront solennellement de rester fidèles au serment piétiné du 14 juillet 1934 !

On ne saurait mieux avouer que le regonflage du Front populaire, en connexion avec le plébiscite de la Défense nationale, a pour objet d'enchaîner plus étroitement les travailleurs aux usines, aux ateliers, aux mitrailleuses et aux décrets-lois de la bourgeoisie française qui reste classe dominante.

C'est ce même Thorez qui va dans quelques jours polluer de sa présence la commémoration de la Commune de Paris, sous le drapeau des Versaillais.

Que la tâche de Gallifet eût été facilitée si Thiers avait disposé d'un Thorez !

Face au Versaillais Thorez, à ses complices et à ses maîtres, les travailleurs de la ville et des champs se rallieront autour de notre parti et de la IV^e Internationale pour réaliser en France non pas une multiplication de Comités de Front populaire, mais un puissant réseau de Soviets.

Pas un homme, pas un sou, pas un geste pour la bourgeoisie et ses guerres, disait-on autrefois. Il faut dire aujourd'hui : Tous les travailleurs, toutes les ressources, toutes les actions contre la guerre, contre la bourgeoisie, contre l'Etat et ses valets.

La guerre civile en Espagne

Politique de prestige ou politique révolutionnaire ?

A PRES les derniers désastres militaires du Haut-Aragon, l'offensive fasciste du Levant, l'entrée des troupes fascistes dans le territoire de Catalogne, on peut dire que la situation, en général, demeure stationnaire ces jours-ci, malgré quelques fluctuations.

L'avance du fascisme est à peine contenue. L'offensive de Franco ne s'arrête pas, gagnant des points stratégiques sur les divers fronts.

Les bombardements aériens des villes ouvertes : Valence, Tarragone, Barcelone, continuent sauvagement sans interruption.

L'optimisme du gouvernement Negrin, démontré à la dernière session du parlement de la république, présentant la situation militaire, politique, morale et économique comme excellente, est un optimisme de commande et de bluff à bon marché.

La révolution prolétarienne écrasée, il

Au service des travailleurs

S IL fut un temps où la presse de droite, les organes gouvernementaux et la presse spécifiquement patronale détenaient par leur profusion et l'abondance de leurs ressources, le privilège du bourrage de crânes, il faut reconnaître qu'au cours de ces dernières années, les organisations de Front populaire se sont placées sous ce rapport sur un pied d'égalité.

Et parfois même les ont largement dépassés. Une véritable avalanche de papier imprimé aux couleurs du Front populaire a déferlé sur le pays, roulant ses ondes empoisonnées de chauvinisme, d'union sacrée, de « pause » et de réformisme contre-révolutionnaire.

Toutes les ressources offertes à la contre-propagande par le bluff, la calomnie et la cabale ont été mises en œuvre par le Front populaire pour tenter de rejeter au néant les publications non-conformistes — nous ne disons même pas révolutionnaires ! — coupables de ne pas consentir à s'inspirer, même dans leurs critiques, des directives du clan stalinien.

En même temps, la hausse du coût de la vie, celle du papier et des frais d'imprimerie, l'augmentation des taxes postales dues au gouvernement Blum se conjugaient aux campagnes précitées pour rendre impossibles toutes les manifestations de la pensée indépendante dont les organes s'amenuisaient chaque semaine un peu plus !

Inutile de dire que notre Parti Communiste Internationaliste et son journal central « la Commune » ont subi plus que tous autres la formidable pression des forces contre-révolutionnaires coalisées contre la IV^e Internationale.

A maintes reprises, la répression policière et gouvernementale est venue s'ajouter à la poussée destructrice des staliniens.

Nous avons tenu quand même ; mieux encore, nous avons intensifié notre effort et élargi le cercle des militants et sympathisants révolutionnaires. **INDIQUONS TOUT DE SUITE, POUR EVITER TOUTE EQUIVOQUE, QUE NOUS NE SOMMES PAS DISPOSES A CESSER, NI A RALENTIR CET EFFORT, MAIS AU CONTRAIRE A L'AUGMENTER.** (Suite page 3.)

était clair que le fascisme devait gagner la guerre.

Du point de vue strictement militaire, le fascisme a gagné la guerre ; cela est une question de jours, à moins qu'une guerre mondiale survienne dans cette période... L'agonie de la république se prolonge et s'aggrave par les contradictions et les rivalités impérialistes.

Mussolini veut la victoire de Franco, il l'a affirmé encore une fois à Genève, et il compte sur l'Angleterre. Ne parlons pas de l'Allemagne qui maintient la même position que l'Italie.

La France, qui fournit la république, plus par intérêt pour la frontière des Pyrénées et particulièrement pour la Méditerranée, l'abandonne chaque jour un peu plus pour s'entendre avec Mussolini. La Russie ? Staline a peur de la victoire de la république, car, comme toutes les démocraties, elle porterait la classe ouvrière au premier plan, et poserait encore une fois le problème de la révolution prolétarienne à l'ordre du jour.

(Suite page 3.)

Du discours de Mussolini au voyage d'Heinlein

MUSSOLINI a parlé et c'est la consternation dans le clan national fasciste français. Le dictateur n'a pas maché ses mots, il ne s'est pas contenté de dire « l'Europe sera fasciste », ce qui aurait réjoui tous les bourgeois, il a nettement laissé percer ses visées impérialistes. Ceux qui s'imaginaient pouvoir retarder le nouveau partage du monde dans lequel ils ont beaucoup à perdre voient leurs inquiétudes revenir.

C'est qu'en effet l'axe Berlin-Rome reste solide et bien décidé, comme nous l'avons maintes fois souligné, à ne pas s'arrêter en chemin. Il faut obtenir une nouvelle répartition des influences et des colonies en Europe centrale, dans les Balkans et en Afrique : voilà le but de « l'axe ».

Evidemment, « l'axe » ne veut pas la guerre par principe, mais la guerre lui sera d'autant plus aisée que ses positions de départ seront plus solides ; c'est pourquoi l'Anschluss est un rude coup pour l'impérialisme français et c'est pourquoi la victoire de Franco en serait un autre.

Les stalinien regardent Bonnet essayer les empreintes que l'attitude de Rome vient de marquer au bas de sa jaquette et ricangent : « Nous l'avions bien dit » et de conclure « ce qu'il faut, c'est faire l'union de la Nation pour résister, pour dire assez et faire reculer Hitler et Mussolini ».

« Le Temps », lui-même, tend à s'en rapprocher, il y mettra certaines conditions : l'abolition des 40 heures, la répression contre l'agitation, etc., etc... Quai qu'il arrive, que l'accord se fasse ou non temporairement avec Mussolini, ce sera toujours cela de pris !

L'équipe Daladier-Bonnet va-t-elle reviser sa politique ? cela dépend de Chamberlain. S'il s'avère que ce gentleman est encore solide on restera à sa remorque ; s'il s'établit que Churchill prend le dessus, on fera preuve de plus d'indépendance. La question tchécoslovaque demeure du reste la grosse question immédiate et sur laquelle il est difficile de se prononcer. Ce qui est sûr, c'est que cette affaire amènera la guerre ou la dislocation au profit de « Berlin-Rome » de toute la politique et des influences de Londres et Paris en Europe centrale et dans les Balkans.

Pour le moment, on est en pleine élaboration. Heinlein a été envoyé par Hitler sonder les milieux d'opposition à Chamberlain pour savoir jusqu'où ceux-ci pousseraient à l'entrée en guerre pour Prague. Tout le monde semble prêt à gagner du temps et à lâcher du lest, mais rien n'est encore définitif.

Il ne serait que temps pour le prolétariat de se ressaisir en luttant contre l'union sacrée qu'on lui prépare au nom de la défense de la démocratie et en balayant un gouvernement qui favorise la famine en France et en Espagne et prépare la guerre pour la défense des intérêts capitalistes en Europe centrale et en Tunisie.

Nous répétons avec Marx : « Il n'y a pas de défense nationale en régime capitaliste ». Pour vaincre le fascisme et la guerre, les prolétaires ne doivent compter que sur eux-mêmes, c'est par la fraternisation et la révolution qu'ils peuvent seulement abattre l'un et l'autre.

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».
Le Gérant : A. BASTIDE.

Chez les Métallos

Doury a terminé sa série d'articles. Il n'a pas osé examiner les conditions dans lesquelles sont rentrés les métallos. Il n'a pas osé faire la démonstration que l'acceptation de ces conditions était, comme la direction syndicale l'avait dit à l'époque, une « grande victoire ». Au contraire, il règle toute la question en une phrase pour dire que si ce n'est pas une grande victoire (tiens !), du moins le conflit se termina de « façon satisfaisante pour les travailleurs ».

Plutôt que d'en faire la démonstration, Doury affirme que « certains adversaires de classes de l'unité ouvrière » (sic) auraient préféré « voir se briser le bloc des métallurgistes dans une action sans résultat ou une défaite ». Puis il s'embarque contre les « stratèges en pantoufles », les « organisations diverses » qui ont publié des tracts, sur l'indépendance du syndicalisme, la démocratie qui doit régner dans le mouvement syndical, etc., etc.

Quels stratèges ? Quelles organisations ? Quels tracts ? Pour notre compte, métallos communistes internationalistes, nous avons distribué des tracts, des journaux, fait connaître nos positions, nos propositions. Etait-ce pour aboutir à une action sans résultat ou à une défaite ? Non, c'était pour dénoncer la politique de la direction qui menait à la défaite et pour proposer une méthode de lutte susceptible de mener à la victoire.



Le résultat n'a pas été satisfaisant pour nous. Il l'a été pour les bureaucrates du Syndicat, parce que, comme nous l'avons dit dans les derniers jours, quand on attendait l'arbitrage, les patrons n'allaient pas être de leur point de vue assez stupides pour enlever tout crédit aux Costes, Doury, Croizat, Timbault, qui ont su faire évacuer les usines plus sûrement que par la garde mobile. Les patrons ont donné ce qui était nécessaire pour que la direction syndicale puisse encore tromper la grande masse des métallos. Mais cela ne suffit pas pour arrêter la croissance d'une minorité révolutionnaire qui ne veut pas briser l'unité du syndicat, mais qui veut chasser de la direction ceux qui sont les serviteurs du gouvernement et du patronat et non les défenseurs des intérêts ouvriers.

La minorité a grandi numériquement ; elle est déjà assez forte pour inquiéter les bonzes syndicaux — ainsi que l'article de conclusion de Doury le montre. Cette minorité doit acquérir une force en se rassemblant sur une plate-forme précise de lutte. C'est ce point que nous examinerons ultérieurement.

Dans les P.T.T

Il nous faudra revenir longuement sur le congrès des P.T.T. Les camarades P.T.T. du Parti Communiste Internationaliste ont suivi le congrès de Vichy ; ils se réuniront prochainement pour examiner la situation sous ses divers aspects et définiront leur ligne de conduite.

LES communiqués parus dans plusieurs journaux et les conversations que nous avons eues avec plusieurs militants de la Fédération de la Seine nous ont permis de recueillir quelques échos sur les principaux problèmes qui ont été soulevés au congrès de la Fédération « rebelles ». Quoique nos informations soient jusqu'ici encore bien incomplètes, nous nous devons de dire ce que nous pensons sur ce que nous savons.

La Fédération « rebelle » a décidé de ne pas présenter de candidat aux élections municipales complémentaires du XIV^e. Ainsi donc, après avoir dénoncé les trahisons par les dirigeants S.F.I.O. des principes du socialisme révolutionnaire et des intérêts du prolétariat, la Fédération se refuse de porter cette dénonciation d'une façon conséquente devant les ouvriers du XIV^e, en appelant les ouvriers à n'accorder aucune confiance à ceux qui les ont trahis et à se prononcer pour ceux qui entendent rester fidèles à leurs intérêts de classe.

On se demande après cela ce que vont être les explications des dirigeants de la Fédération « rebelle » au meeting qu'ils vont tenir dans quelques jours dans le XIV^e, car l'ouvrier qui les écoutera dénoncer la politi-

LE COIN DU

Le Congrès de Vichy a incontestablement une valeur quant à l'indication qu'il apporte sur l'évolution qui se produit dans les masses. Le mécontentement contre les capitulations répétées, l'inquiétude devant la guerre, l'hostilité à l'union sacrée se sont manifestés. Mais de là à chanter les louanges du vote qui s'est produit, il y a de la marge. La majorité (sera-t-elle même la majorité à la direction ?) est un amalgame de tendances diversement orientées : des membres de « Syndicats », des membres de la « Révolution prolétarienne », des membres de la gauche révolutionnaire se sont coalisés... pour l'indépendance du syndicalisme. Ce n'est pas là une victoire révolutionnaire.



D'un autre point de vue, le vote apparaît comme la victoire d'une coalition autistalinienne. Mais nous pouvons sans crainte affirmer qu'une telle coalition sera sans lendemain ; parmi les réformistes, plus d'un Cougnenc s'entendra demain avec les stalinien pourvu que sa place ne soit pas contestée.

Mais puisque la majorité a changé, nous l'attendons à l'œuvre. Veut-elle mener une lutte révolutionnaire pour la victoire de nos revendications ?

DANS LES GRANDS MAGASINS UN ARBITRAGE FAVORABLE

Le récent arbitrage rendu pourra semer des illusions sur la valeur de cette méthode, en particulier parmi les éléments les moins combattifs des employés.

Le terrain fragile de l'augmentation patronale et la sentence devront déterminer un point de droit juridique ont permis celle-ci. La récente dévaluation a joué également.

L'établissement des premières conventions collectives a donné à celle-ci le contenu correspondant au rapport des forces à l'époque et les employés de magasin ont obtenu une convention favorable.

La fin de la discussion de celle-ci se terminant en décembre et le patronat craignant un mouvement à l'époque consentit à inclure l'échelle mobile en posant comme condition l'acceptation des autres articles de la convention par les employés.

Nous pouvons donc affirmer que la conclusion de la Convention était conclue sous la menace d'un mouvement de grève.



Chez les " rebelles " de

que de la bureaucratie réformiste, à juste titre, se demandera si l'on se fiche de lui, lorsque, comme conclusion, on ne lui dira pas de voter contre ceux dont on lui aura démontré les trahisons répétées.

On ne finisse pas avec les événements politiques. Ou l'on tire jusqu'au bout les conclusions et les conséquences des fautes politiques passés, ou, si l'on s'arrête à mi-chemin, on s'enferme dans des contradictions qui, loin d'éclaircir la voie aux ouvriers, permettent la continuation de l'influence réformiste (ou stalinienne) sur ces ouvriers.

A ce propos, l'attitude de la Fédération « rebelle » de rester dans les Comités régionaux et locaux du Front populaire n'est pas faite non plus pour faciliter la compréhension et l'évolution des ouvriers. Car lorsque l'on démontre que c'est le Front populaire qui a sauvé le régime de la bourgeoisie en 1936, et que Daladier n'est que la continuation politique des gouvernements précédents de Front populaire, à direction socialiste et que par suite de toute cette politique « la masse des salaires des travailleurs français est, au 1^{er} janvier 1938, inférieure de 15 % en valeur réelle à ce qu'elle était en 1935 », il est plus que difficile de com-

DU PROLO

Lettre de province

Chômage à Auxerre

La ville d'Auxerre change toutes les canalisation d'eau. Trois entrepreneurs font travailler pour cette transformation, dans divers quartiers de la ville, et en accord avec la municipalité, des chômeurs, suivant leurs charges de famille.

Ces ouvriers travaillent dans ces conditions, un, deux ou trois jours ; dans une entreprise, des ouvriers travaillent cinq jours par semaine. Ce que veulent les chômeurs, puisqu'il y a du travail, c'est cinq jours de travail par semaine, soit 40 heures par semaine. Et il ne veulent pas, parce qu'ils ont été chômeurs, être payés à des prix scandaleusement bas de 2 fr. 50 à 5 fr. 40 de l'heure. Ainsi, à l'entreprise Baste, où l'on exige huit mètres de terrassement par jour, un camarade embauché, dont ce n'était pas la profession, fit ces 8 mètres en 9 heures ; le patron ne lui donna que 4 fr. 50 de l'heure.

Les chômeurs veulent du travail et être payés pour leur travail. La municipalité ne doit pas être pour rien dans le système actuel, car plus ça dure et moins elle a de charges. Il faut ajouter que le nombre de sans travail augmente de jour en jour. En décembre dernier, les P.T.T. avaient licencié 40 ouvriers, en avril, il ont licencié le reste des non titulaires, soit 80 camarades. A l'usine de roues Nicolas, 10 ouvriers ont été licenciés. A l'entreprise de déménagements Machavoine, le personnel âgé est licencié pour le 15 mai.

Dans des petites villes comme Auxerre, cette situation devient intolérable. Il n'y a pas d'autre solution pour les chômeurs que de se grouper, de constituer leur cahier de revendications et de lutter pour obtenir satisfaction. D'abord ne pas permettre l'utilisation des chômeurs à des tarifs inférieurs au tarif syndical, comme c'est le cas pour les eaux ; car, rien ne pourra empêcher tous les patrons d'Auxerre de mettre des ouvriers sur le pavé, sûrs d'en retrouver après à des taux inférieurs. Il faut aussi des allocations de chômage suffisantes. On trouve des milliards pour la guerre, pour faire des canons, des avions, des tanks, des cuirassés. On en trouve aussi pour l'armée et les flics. On n'a qu'à prélever là-dessus pour les chômeurs.

Les capitalistes ne céderont rien de bon gré. C'est pour conserver leurs profits qu'ils jettent les travailleurs par milliers au chômage. Les chômeurs ne seront pas des résignés. Ils lutteront pour le renversement du régime capitaliste qui engendre le chômage, la misère, la guerre.

« rebelles » de la S.F.I.O



prendre comment on peut rester associé au Front populaire.

Toujours dans ce même sens d'idées, expliquer que la politique de la S.F.I.O. n'est marquée que par ces trahisons incessantes pendant ces dernières années, et par une répression bureaucratique contre ceux qui se refusent à ces trahisons, sans appeler les ouvriers à la formation du nouveau parti, de la nouvelle Internationale, indispensable pour surmonter les décombres résultant des trahisons des organisations de la II^e et III^e Internationales, c'est boucher les perspectives de la classe ouvrière, amoindrir de ce fait sa capacité de combat et permettre la perpétuation de l'influence funeste du réformisme et du stalinisme.

Voilà à quoi aboutit inéluctablement le fait de ne pas aller jusqu'au bout dans la lutte politique.

Note de la Rédaction

Nous avons reçu la lettre suivante :

Paris, le 10 mai 1938.

Chers Camarades,

La X^e Section, réunie le 9 mai 1938, en assemblée plénière, après avoir pris connaissance

AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

(Suite de la page 1)

Nous demeurons dans l'esprit des journalistes prolétariens formés à l'enseignement de Lénine et Trotsky en posant nettement devant les ouvriers et les paysans les problèmes de la presse révolutionnaire et de sa diffusion toujours plus large.

Parce que cette presse, par définition, est leur presse.

C'est parce que la presse est, en régime capitaliste, une des armes les plus puissantes qu'utilise la bourgeoisie et ses valets contre les travailleurs que la presse révolutionnaire, en régime capitaliste, doit rompre systématiquement avec les coutumes, les méthodes et les règles de la presse bourgeoise. Ainsi avons-nous tenté de faire dans ce journal.

Pas de journalistes professionnels étalant publiquement leurs signatures, mais une équipe rédactionnelle mandatée par un Comité central, et comme telle anonyme.

La substance du journal émanant des sources mêmes des correspondants ouvriers et paysans.

Le format et le mode de diffusion du journal résultant d'une mise au point minutieuse, axée sur les conditions que le capitalisme impose aux travailleurs de l'usine, de la mine, de la caserne ou du village.

La périodicité du journal prévue pour serrer de plus en plus les manifestations de la vie ouvrière et paysanne, et répondre aux nécessités de leurs luttes de classe.

Toutes ces conditions ont-elles été complètement remplies ? Non !

La création d'un réseau de correspondants ouvriers et paysans capables d'observer, de voir, de noter et de transmettre immédiatement toutes les manifestations de la lutte de classe dans leur entourage (cas d'exploitation patronale, abus à signaler, mouvement en fermentation, etc...) n'est pas encore achevée.

La critique sévère, impitoyable, du journal par les lecteurs eux-mêmes, et en contre-partie leur besogne incessante pour sa diffusion, sa propagande, son soutien matériel laissent encore à désirer.

C'est parce que de nombreux progrès ont été réalisés dans ce sens que la parution trois fois par semaine a été possible ; c'est parce que ces progrès sont restés insuffisants que « la Commune quotidienne » n'est pas réalisée. Le problème de la presse révolutionnaire est posé impérieusement.

Nous sortons le numéro 2 de notre revue « La Vérité ».

Il faut que, dès octobre, « la Commune » paraisse chaque jour.

Pour cela, la voie indiquée est de perfectionner notre réseau de correspondants ouvriers et paysans, d'améliorer les méthodes de diffusion, vente et abonnements, de systématiser la propagande.

D'ouvrir immédiatement une large souscription et parallèlement de revenir pendant la période d'été à la parution hebdomadaire, afin de constituer le fonds de combat pour « La Commune quotidienne ».

La question est posée. A nos lecteurs de répondre.

de l'article « Dans la S.F.I.O. chez les rebelles », paru dans le numéro 120 du journal « La Commune »,

Exige de ce dernier l'insertion de la mise au point suivante :

Aucun membre de la X^e Section, fidèle au Bureau fédéral, n'a été mandaté pour envoyer lettre ou convocation à « la Commune ».

La X^e Section ne reconnaît pas à ce journal le droit de s'ingérer dans ses affaires intérieures et juge (pour le moins) que la distribution des tracts aux militants de la Fédération de la Seine dans les conditions où celles-ci se sont produites, ne peut que prouver un « manque de sens politique le plus élémentaire » et renouvelle sa solidarité avec les membres du Bureau fédéral.

Croyez, chers Camarades, à nos sentiments vraiment révolutionnaires.

Le Secrétaire de la X^e Section :

Béguin.

Sur le fait même, nous avons reçu une convocation de la X^e Section et l'avons publiée. Quant aux appréciations sur notre attitude à l'égard de la Fédération de la Seine dissoute, nous laisserons aux camarades de cette organisation le temps de faire leur expérience hors de la S.F.I.O. après l'avoir faite dans la S.F.I.O. Ensuite, il pourra être question de notre « manque de sens politique le plus élémentaire ».

La guerre civile en Espagne

Politique de prestige ou de révolution ?

(Suite de la page 1)

Mais le gouvernement Negrin ne veut pas s'avouer vaincu, car il espère dans une guerre mondiale. « Résister aujourd'hui pour vaincre demain » est l'orientation du gouvernement. Comment gagner ? Avec la classe ouvrière et les paysans courbés sous la terreur d'un gouvernement qui s'est spécialisé dans la persécution du mouvement ouvrier révolutionnaire ? et dans les amalgames de provocation policière pour compromettre les organismes d'avant-garde du prolétariat international ? La disparition de Tosca, le monstrueux procès contre les dirigeants du P.O.U.M., « trotskystes », le procès infâme intenté contre les bolcheviks-léninistes, les impliquant dans l'œuvre de provocation terroriste, sont les signes les plus marquants de l'activité du gouvernement Negrin. Zanon, provocateur placé dans les rangs de la classe ouvrière, fait des « confessions » qui n'intéressent que le gouvernement et les staliniens, présentant les bolcheviks-léninistes comme des terroristes individuels. La provocation est trop évidente, mais Zanon n'est pas seul.

A travers les organismes intérieurs, nous démasquerons la trame de la provocation, pour éviter de compromettre davantage, par des publications, d'autres militants. Si ceci n'a pas été fait jusqu'à présent, ce n'est pas par notre faute.

Si le P.O.I. continue à défendre, à « justifier la faiblesse » de Zanon, parce que menacé, nous nous trouverons alors en devoir de dénoncer de toutes nos forces, ce système de prestige, qui se prête aux ennemis de classe.

C'est seulement par prestige que le P.O.I. n'abandonne pas Zanon et ses complices... dénoncés à temps par nous-mêmes !

Quel ravage dans le mouvement ouvrier. Dans l'I.C., au temps de Lénine et de Trotsky, pas seulement un cas trop évident, comme celui de Zanon, mais une simple négligence qui aurait pu favoriser l'ennemi, était dénoncée, et traitée publiquement comme il se doit, avec toutes les conséquences.

Et maintenant les B.-L., parce que officiels, et pour ne pas reconnaître leurs erreurs, regardent plus le prestige qui est l'opposé d'une politique révolutionnaire, tentant de justifier un provocateur qui « confesse », et qui avait réussi à s'infiltrer dans les rangs B.-L.

N. B. — Nous fixerons un rendez-vous au Bureau politique du P.O.I., pour examiner cette question, qui pourra sauver la vie aux militants menacés, et éviter que l'organisation soit compromise dans cette affaire de provocation stalinienne de l'assassinat de Narvitch.

La " Vérité "

Le passage de « La Commune » hebdomadaire à la « Commune » tri-hebdomadaire, et la nécessité de serrer de près dans chaque numéro les faits posés par l'actualité et la lutte de classes rendent nécessaire la publication d'une revue, à parution plus espacée que le journal, et dans laquelle les problèmes de doctrine et de tactique sont plus amplement traités.

La revue est le complément indispensable du journal.

Cette revue existe. C'est « La Vérité ».

Le premier numéro de « La Vérité » a trouvé dans le public un accueil extrêmement encourageant.

Ce n'est pas seulement dans l'entourage immédiat de nos militants, MAIS DANS LE GRAND PUBLIC ANONYME QUI ACHÈTE AUX KIOSQUES que le numéro 1 de « La Vérité » s'est enlevé.

La préparation du n° 2 de « La Vérité » est à peu près terminée.

A nos amis et lecteurs de la première heure, nous pouvons affirmer que son contenu et sa présentation ne les décevront point.

LA REPONSE QUE NE FERA PAS MAURICE THOREZ

EN 1924, suppléant de province au Comité directeur du Parti communiste, Maurice Thorez, au moment où commençait la lutte contre le « trotskysme », écrivait :

« Un cercle très restreint de militants essaie de s'y retrouver et la plupart sont d'accord que « Trotsky » n'est pas un menchevik et que les véritables droitiers ne sont pas chez ceux que l'on place actuellement à la droite du parti. »

Il ne diffusait plus la prose de la direction du Parti communiste car, ajoutait-il :

« Je me refuse à répandre une prose inepte qui donne une piètre idée de ce que serait notre parti demain, si ceux qui le sabotent dans son travail actuel devaient en conserver longtemps la direction. »

Quatorze ans ont passé. Pour quitter Béthune et venir jouer les grands rôles à Paris, Maurice Thorez a calomnié Trotsky plus odieusement, il a répandu une prose encore plus inepte que celle qu'il dénonçait en 1924.

Maurice Thorez, « fils du peuple », vient de recevoir une lettre de Maurice Honel, député de Clichy, qui fut du « Comité de la III^e Internationale » et sait, lui aussi, à quoi s'en tenir sur la politique de son Parti.

Si Maurice Thorez pouvait, pendant quelques minutes, s'exprimer sincèrement, parler franchement à son parti, voici ce qu'il répondrait à Maurice Honel, député de Clichy :

La « confiance absolue »

Tu declares avoir constaté parmi les travailleurs « une confiance absolue en notre Parti, en même temps qu'une inquiétude grandissante, une angoisse quant à l'évolution de la situation en France et dans le monde ».

La seconde partie de ton observation est juste : l'inquiétude grandit, l'angoisse croît dans les masses travailleuses. Par contre, il y a quelque exagération pour le reste. Il n'est pas vrai qu'une confiance absolue existe envers le Parti communiste ; les événements des derniers mois ont entamé cette confiance. Et c'est pourquoi « l'inquiétude » et même « l'angoisse » grandissent parmi ceux qui sont à la direction du parti communiste. La même semaine où, dans les colonnes de « l'Humanité », tu parles de « confiance absolue en notre parti », je dois me rendre à Argenteuil pour donner un coup de main à Gabriel Peri.

N'écrivant pas pour « l'Humanité » sur la situation internationale, mais pour son journal local sur la situation locale, Peri a pu s'exprimer un peu plus franchement.

La manifestation de dimanche doit, écrit-il, marquer pour les communistes de nos sections le point de départ d'un très vigoureux et très prompt redressement. Il est indispensable, je le répète à dessein, que nos organismes intérieurs, comités de section, bureaux de cellules, aient un fonctionnement plus régulier. Il faut qu'ils s'habituent à ne point se contenter de prendre de bonnes décisions, mais à appliquer les décisions prises. Où en est le recrutement ? Qu'a-t-on fait pour contrôler la bonne marche de chacune de nos cellules pour rendre vie à celles dont l'existence languit ?

(« Le Progrès », 13 mai 1938.)

Tu comprends ce que cela veut dire : les bonnes décisions qu'on n'applique pas... les cellules dont l'existence languit.

Mes responsabilités

La confiance absolue n'existe pas, c'est même la méfiance qui grandit. Car les conquêtes de juin sont perdues, car la révolution en Espagne a été écrasée. Car des travailleurs se demandent si tout cela n'a pas été fait, n'a pas pu se faire sans que nous en portions aussi la responsabilité.

N'est-ce pas moi qui, le premier, ai dit qu'il fallait savoir terminer une grève ? N'avons-nous pas soutenu la « pause » préconisée par Blum ? Ne sommes-nous pas restés silencieux le soir de Clichy quand la police assassinait les prolétaires... N'avons-nous pas accordé la confiance à tous les gouvernements, ces jours-ci encore à Daladier, et ne l'avons-nous pas aidé à terminer la grève des métallos parisiens, en introduisant les 45 heures pour la défense nationale ?

Et c'est pourquoi en guise de « confiance absolue » dont tu parles, tu entends parler de « front ouvrier », de « front révolutionnaire », tu vois chez plus d'un camarade la nostalgie des années héroïques où nous combattions pour le seul drapeau rouge, pour des revendications de classe, où nous appelions les travailleurs à utiliser leurs forces contre le régime capitaliste.

Mais il nous est désormais interdit de revenir à ces mots d'ordre, à ces solutions. Nous ne sommes plus depuis longtemps les militants de la révolution prolétarienne internationale ; nous sommes les serviteurs du gouvernement de l'Union soviétique, des fonctionnaires aux ordres de Staline et de son clan bureaucratique qui a rayé de son programme la révolution mondiale, qui l'a remplacée par le « socialisme dans un seul pays » et qui a été entraîné, par ce nouveau programme, à combattre la révolution mondiale dans tous les pays. Nous avons contribué à l'écrasement de la révolution en Espagne en devenant les chiens de garde de la bourgeoisie de gauche, des Negrin et des Prieto. Et ici, pour que l'U.R.S.S. ait un allié dans le capitalisme français, il faut assurer l'écrasement des révoltes coloniales et contribuer à rendre aux bourgeois non seulement les réformes qu'ils ont dû lâcher en juin 36, mais plus encore. Pour faire le « bloc des démocraties » contre le « bloc des fascismes », il faut que la « démocratie française », avec ses Mercier, ses Finafy, ses Patenôtre, comme ses Schneider, ses de Wendel, ses Peyrimhoff, y ait son intérêt.

Gagner du temps

Si le mot d'ordre du Front populaire, de tout pour le Front populaire, devient éculé, il nous reste pour conserver la confiance le plus longtemps possible, qu'à jouer le grand air de « l'unité ». Un seul parti avec Blum, Paul Faure, Lebas, Dormoy, quel chemin parcouru depuis Tours ! Mais, en se servant de ce mot d'ordre, nous pouvons encore tenter de sauver quelque chose en rejetant le retard sur les « frères socialistes » à qui nous avons déjà fait avaler bien des couleuvres depuis quatre années d'unité d'action.

Unité, unité, voici notre mot d'ordre. Un jour avec les curés ; un autre jour avec les socialistes. Et affirmons bien haut, au moment où l'écrasante majorité des masses travailleuses veut que ça change et serait disposée aux plus grands sacrifices pour que ça change, affirmons bien haut que la paix civile est voulue par les 99 % de la population.

Gagner du temps pour la démocratie bourgeoise, c'est aussi gagner du temps pour nous, pour nous permettre de goûter un peu plus ces places où nous avons accédé après avoir renié la politique de nos années passées. En arrière toujours pour le Front populaire. Mais fuir à jamais notre mot d'ordre d'autrefois : CLASSE CONTRE CLASSE.

Enfin, comme nous pourrions être encore gênés maintenant plus que jamais par les trotskystes qui, avec leur IV^e Internationale, veulent continuer la lutte que nous avons

menée jadis pour la III^e, comme leur politique peut avoir plus d'écho que jamais, alors suivons les traces de notre grand Staline : dénonçons-les comme des agents d'Hitler, comme des boches, toutes les calomnies seront bonnes, on ira même plus loin, jusqu'au crime s'il le faut, mais c'est le seul moyen pour parvenir à conserver la confiance absolue en notre grand Parti communiste.

Si je n'ai pas répondu aux préoccupations de la classe ouvrière, comme tu me le demandes dans ta lettre, du moins ai-je voulu apaiser celle des appointés du parti et de ses filiales.

Ainsi n'écrira pas, mais agira le « fils du peuple ».

BONS DE SOUTIEN

Le camarade porteur du bon de souscription n° 573 est prié de se faire connaître à l'Administration.

Pour soutenir l'effort de La Commune, demandez et placez dans votre entourage nos bons de souscription.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures

36, rue du Château-d'Eau, 36



« La Commune »

Lyon : Gare et 40 kiosques, librairies.
Marseille : kiosque de la Bourse du Travail et rue Honorat, à côté de la poste, allée Gambetta, place d'Aix, Gare de l'Est, place Sadi-Carnot, place Jean-Jaurès, Blancarde, Capelle, Abattoirs, 123, bd Bailli, etc...
Avignon : kiosque Domengue.
Agen : kiosque Caujolle.
Le Havre : gare automobile, Hôtel de Ville, place Gambetta, Rond-Point.
Grenoble : Tabac-journaux, 149, cours Bernat.
Bordeaux : kiosque, 33, cours Victor-Hugo, et nombreux kiosques.
Poitiers : « La Civette », tabac, place d'Armes.
Toulouse : kiosque Maylin, allées J.-Jaurès.
Saint-Claude : dépôt Hachette, rue du Pré.
Lille : gare et nombreux dépôts.
Auxerre : gare et nombreux dépôts.
Aix : gare et nombreux dépôts.
Périgueux : gare et nombreux dépôts.
Toulon : gare et nombreux dépôts.
La Rochelle : gare et dépôts.
Strasbourg : gare et place du Corbeau.
et dans les dépôts de : Valentigney, Rion-des-Landes, Saint-Sever, Oullins, Villeurbanne, Saint-Etienne, Nouzonville, Ucel, Vals-les-Bains, Metz, Antibes, Hyères, Arcachon, Saint-Julien-en-Jarcey.

Bulletin d'Abonnement

Nom et prénom

Adresse

souscrit un { 3 mois 8 fr.
Abonnement de { 6 mois 15 fr.
1 an 30 fr.

et adresse le montant au compte postal
Brausch 1773-07, Paris